

FICHE DE PROJET

Informations Générales	
Code Projet: 00082830	
TITRE : Contribution à la Consolidation de la Paix dans le nord du Niger - instrument de stabilité à court terme (IdS)	
<p>Présentation du Projet (un paragraphe): Ce projet rentre dans une approche stratégique sur le long terme pour trois pays sahéliens (Mauritanie, Mali, Niger) dans le cadre de la "Stratégie pour la Sécurité et le Développement au Sahel". Cette stratégie vise essentiellement à impulser une nouvelle dynamique de développement économique, social et culturel des zones confrontées à une problématique spécifique de développement influencée par des conditions précaires de sécurité. La Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP) et le PNUD, ont monté le projet « contribution a la consolidation de la paix dans le nord du Niger dont l'objectif est la sécurisation des régions nord (Agadez, Tillabéry et Tahoua) sur une durée de dix-huit mois. Les axes d'intervention du projet sont : (i) la sécurité des biens et des personnes, (ii) le déminage et la collecte des armes illicites, (iii) la réinsertion socio-économique des jeunes sans emploi et (iv) l'appui aux institutions et initiatives de consolidation de la paix. Le budget total du projet est de 4.616.136 Euros dont l'Union européenne 2.934.636 : Euros et le Royaume du Danemark : 1.300.000 euros et du PNUD : 381.500 Euros.</p>	
SITE D'INTERVENTION	
Les 15 communes de la région d'Agadez, et les régions de Tillabéry et de Tahoua pour l'appui aux initiatives de consolidation de la paix	
DURÉE DU PROJET (PERIODE DE COUVERTURE) : 2010-2013	
Démarrage	Mai 2012
Date escomptée d'achèvement :	Septembre 2013
FINANCEMENT 2012	
Budget 2012	4.411.557 USD
Budget 2013	4. 215. 596 USD
Principales Sources de financement 2012	-Union Européenne -Danemark -PNUD
Montants décaissés Date première avance	2 656,519 USD (2012) ; 1879598 USD (2013) 7 juin 2012
Dépenses effectuées et Taux de delivery	2, 14496 USD 1,904 283 (dépenses) 90% (delivery au 22 septembre 2013)
ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES	
<p>Cible 1.1: <i>Les unités de police municipale dans les quinze communes d'Agadez sont en place et fonctionnelles</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 225 éléments de la Police Municipale ont été recrutés, formés et déployés dans les 15 communes d'Agadez à raison de 15 éléments par commune (la formation était assurée par l'Ecole National de la Police pour une durée de 4 mois). - Des équipements et matériel de travail, incluant 3 motos par commune ainsi que des 	

tenues ont été mis à disposition des policiers dans chaque commune

- Des encadreurs sous-officier (soit de la Gendarmerie, Garde Nationale ou Police Nationale) ont été déployés pour assurer l'encadrement et le commandement de la police municipale, le projet couvre les rémunération mensuelles durant la durée du projet

Cible 1.2 : *Les risques d'accidents liés aux mines et armes illicites sont identifiés et atténués*

- La cellule de la Commission Nationale de Contrôle et de Collecte des Armes Illicites (CNCCAI) d'Agadez a été renforcée par du nouveau staff : chef d'unité et responsable de suivi et évaluation
- Des formations démineurs mixtes (ex-combattants et FDS) aux techniques de déminage humanitaire ont été données à 50 démineurs dont 35 militaires et 15 ex-combattants, et cela conformément au respect des normes internationales de déminage humanitaire pour les opérations de terrain.
- La CNCCAI a procédé à la formation de 50 relais communautaires, dont trois femmes, chargés de la sensibilisation au danger des mines pour la population et l'incitation à la remise volontaire des armes illicites.
- Equipement et prise en charge des relais communautaires (15 motos à raison d'une moto par commune et cinquante (50) cellulaires comme moyen de communication équipés de puces et de moyen de communication. Le projet couvre aussi les primes mensuelles.
- Acquisition de matériels de déminage : matériel de haute technologie composé de 4 détecteurs EBEX 422 GC, 30 sondes magnétiques de déminage, une Jumelle télémétré trupulse 200, et deux GPS OREGON 550 T.
- Sur une planification opérationnelle de deux secteurs conformément aux cinq (5) zones à risque telles que définies dans le document de l'étude technique et la priorisation du secteur de Gougaram et de Tchountoulous. Les opérations se sont déroulées normalement. Au niveau des résultats, à Gougaram, 86 km d'axes secondaires et 360 000 m2 ont été déminés et dépollués et à Tchountoulous, 180 km d'axe secondaire et 607 722.75 m2 ont été déminés et dépollués.

Cible 2 : *Les jeunes sans emploi sont réinsérés et appuyés dans leur communauté*

Le second axe d'intervention est l'appui à la réinsertion socioéconomique des jeunes sans emploi à travers la réalisation de travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) et la formation professionnelle des jeunes.

Dans le cadre des HIMO ont été réalisées les activités suivantes :

-34 projets initiatives communautaires HIMO sont en train d'être exécutés dans les quinze communes de la région d'Agadez. Les domaines concernés par ces projets sont : la gestion de l'environnement (restauration des sols, protection des berges...), l'agriculture (récupération des terres agricoles, aménagement des fermes agricoles), la réhabilitation des infrastructures communales (mairie, école, centre de santé, aménagement des sources d'eau, création des marres, fonçage des puits perdus pour la recharge des nappes phréatiques. Présentement, le niveau d'exécution des HIMO atteint 60%. En termes d'impact, les activités HIMO auront employé à terme, 11 559 personnes, dont 31% sont des femmes, pour une enveloppe d'environ 721.000.000 FCFA soit 68,49% du montant global (1.057.096.326 FCFA) des projets, qui vont directement aux populations.

L'employabilité des jeunes est dynamisée au niveau des communautés ciblées :

- Deux Centres de Formation et Développement Communautaire (CFDC) dans les communes de Bilma et Tchorozerine ont été construits. Les dossiers des projets de ces deux centres ainsi que les lettres d'accords pour la construction de deux CFDC ont été finalisés avec les mairies et avec l'appui des services techniques déconcentrés de la direction régional de la formation professionnelle et les Services Régionaux de l'Urbanisme, du Logement et de l'Assainissement, pour une enveloppe totale de 66.656.932 F CFA.

Les jeunes sans emploi, filles et garçons, des Communes Urbaines de Bilma et Tchirozerine seront les bénéficiaires directs des CFDC. L'enseignement sera gratuit et les jeunes candidats seront choisis sur la base des critères élaborés par les conseils communaux et par les représentants des jeunes.

- Réalisation d'une étude sur « l'insertion socio-économique des jeunes sans emploi dans la région d'Agadez ». Un échantillon de 2 250 jeunes, soit 1140 femmes (dont 675 âgé de 15 à 24 ans) et 1110 hommes (dont 690 sont âges de 15 à 24 ans) ont pris part à l'étude. L'analyse et les conclusions de l'étude, il a été relevé les contraintes, défis et qualité de la formation des enseignants, la politique de l'enseignement et la nécessité d'apporter des réformes profondes dans le système éducatif de base qui reste déterminant pour toute autre formation. L'étude a été validée au niveau de la région d'Agadez à la présence des maires, autorités locales, responsables régionales d'éducation, représentants de la jeunesse, etc.), et est actuellement en voie de publication.

-Le PNUD et la Direction régionale de la Formation Professionnelle et de l'Emploi (DRFPE) ont signé un Protocole D'Accord pour la formation professionnelle de 205 jeunes de 15 communes d'Agadez dans les domaines suivants : électricité bâtiment, mécanique auto, chauffeur dépanneur, coiffeur beauté, couture/tricotage; teinture batik.

Les formations se sont réalisées dans quatre centres : (1) **Centre de Formation d'Agadez** pour Agadez, Ingal, Aderbissinat et Timia, (2) **Centre de Formation de Tchirozérine** pour Tchirozérine, Tabelot et Dabaga ; (3) **Centre de Formation d'Arlit** pour Arlit, Iférouane, Dannet et Gougaram, et (4) **Centre de Formation de Bilma** pour Bilma, Djado, Fachi et Dirkou. Un module d'éducation à l'entrepreneuriat et à la création de sa propre entreprise a été développé par un consultant recruté par la Direction Régionale de la formation professionnelle et le Ministère de la Formation Professionnelle et Technique et introduit auprès des jeunes formés dans les différentes filières.

Cible 3: Appui aux structures et initiatives de culture de la Paix sont promue au niveau des communautés, des conseils communaux, et du conseil régional d'Agadez

- Dans le cadre du projet et d'un appel d'offre public, douze (10) microprojets présentés par des ONGs nationales sur 44 dossiers reçus ont été sélectionnés dans la région d'Agadez, Tillabéry, et Tahoua et pour une valeur totale de 139 784 868 FCFA. Les activités de consolidation de la paix sont en voie d'exécution pour un taux de 90% d'exécution
- De l'équipement informatique et du matériel roulant pour le renforcement des capacités des institutions de gestion du projet : HACP, CNCCAI, Gouvernorat d'Agadez, les 15 communes de la région d'Agadez ont été transférées aux institutions respectives
- La formation des élus en matière d'entreprise citoyenne a été réalisée en faveur de 120 élus et en collaboration avec l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature

(ENAM) du 6 au 18 mai à Agadez dans les domaines suivants : « rôle mission des élus et travail décent », « gestion de projets et marché publique » « Genre, paix et sécurité ».

- Les travaux de construction de l'école primaire de Tezerzet détruite par le conflit armé est en construction grâce à un accord entre le PNUD et la Direction Centrale du Génie Militaire. L'équipement de l'école pour 100 élèves est en cours d'achat par les services généraux du PNUD Niamey.

CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

Contraintes :

- La Crise malienne et l'intervention militaire sous-régionale qui se préparent constituent un risque majeur pour la mise en œuvre du projet
- L'étendue de la région d'Agadez qui impose des contraintes de déplacement et des coûts additionnels liés à la prise en charge des escortes militaires

Opportunité :

- L'engagement des jeunes autour des projets HIMO, non seulement crée de l'emploi et assure le revenu des familles, mais aussi permet de prévenir la déperdition et l'exode rural des jeunes et leur offre une opportunité d'éducation et formation;
- L'exécution des projets en partenariat avec les communes et l'engagement des autorités régionales pour la mise en œuvre du projet, renforcent les capacités de gestions et pérennisation des interventions